



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.239/4
du 30 mars 2015

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté de l'Exécutif de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 29 juin 1992 relatif aux
commissions de concertation'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.239/4
van 30 maart 2015

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering tot wijziging van het
besluit van de Executieve van
het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest van 29 juni 1992
betreffende de
overlegcommissies'

Le 10 mars 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 mars 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 mars 2015.

*

Op 10 maart 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 maart 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 maart 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose comme suit :

« Art. 3. Chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet :

1° il ou elle veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, et de l'intégration de la dimension du genre dans tous les nouveaux plans de gestion, dans tous les nouveaux contrats de gestion ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des services publics bruxellois et des organismes d'intérêt public bruxellois qui relèvent de sa compétence. À cette fin, il ou elle approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques ;

2° pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut régler le modèle de rapport d'évaluation de l'impact, dit 'test gender' ;

3° il ou elle veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre ».

2. L'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 est entré en vigueur le 10 juin 2014 en vertu de l'article 9, alinéa 1^{er}, de la même ordonnance ¹.

Le 24 avril 2014, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

L'article 13 de cet arrêté dispose comme suit :

« Art. 13. § 1^{er}. Le rapport d'évaluation de l'impact sur les femmes et les hommes, appelé 'test genre', tel que défini à l'article 3 § 2 de l'ordonnance, est annexé au présent arrêté. Le 'test genre' est complété par les personnes qui rédigent une nouvelle

¹ Voir notamment, en ce sens, l'avis 56.385/4 donné le 18 juin 2014 par la section de législation sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 juin 2014 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant la liste des actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des Monuments et des Sites, de la Commission de Concertation ainsi que de mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte'.

réglementation. Cette personne peut être un collaborateur de cabinet ou un fonctionnaire de l'administration concernée.

§ 2. Le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres.

§ 3. Le résultat du test doit être considéré comme une évaluation indicative du projet.

§ 4. Le Ministre compétent veille à ce que le 'test genre' soit complété.

§ 5. En l'absence de 'test genre', un projet de réglementation ne peut être considéré comme complet et ne peut donc faire l'objet d'une discussion au Conseil des Ministres ».

Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 24 février 2015. Toutefois, selon son article 15, celui-ci « entre en vigueur le premier jour de la législature suivant celle durant laquelle a été adoptée l'ordonnance », soit le 10 juin 2014².

3. En l'espèce, comme l'a confirmé la déléguée du ministre-président, le présent projet d'arrêté n'a pas fait l'objet, avant son approbation en première lecture par le Gouvernement, du « test genre » prévu par l'ordonnance du 29 mars 2012 et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption du texte en projet.

Cette formalité sera par ailleurs mentionnée au préambule, qui sera modifié en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, l'article 9, § 2, 3°, remplacé par l'ordonnance du 8 mai 2014 ; »³.

2. Dans la version française, l'alinéa 2 sera rédigé comme suit⁴ :

« Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ; ».

² *Ibid.*

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 23 et 27 et formule F 3-2-3.

⁴ *Ibid.*, recommandations n^{os} 29 et 30. Voir dans le même sens l'avis 55.925/4 donné le 29 avril 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2014 'modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux commissions de concertation du 29 juin 1992'.

3. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 57.239/4 du Conseil d'État, donné le 30 mars 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁵.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

À l'article 2, alinéa 1^{er}, quatrième tiret, en projet, les mots « , dans certains cas, » sont inutiles et seront omis.

Article 2

La disposition à l'examen prévoit que l'arrêté entrera en vigueur à une date qui n'est pas encore précisée.

Si l'auteur du projet estime devoir déroger aux délais usuels d'entrée en vigueur des arrêtés, ces délais étant destinés à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles, il doit être en mesure d'expliquer quelle raison spécifique justifie une telle dérogation s'il diminue ce délai⁶.

SIGNATURE

L'arrêté doit également porter la signature du Ministre de l'Économie⁷.

*

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

⁶ Voir en ce sens l'avis 48.706 donné le 27 septembre 2010 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 2011 'portant exécution de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise'.

⁷ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 175.1 et formule F 8.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ bepaalt wat volgt:

“Art. 3. Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe:

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 2, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in alle nieuwe beheersplannen, in alle nieuwe beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Brusselse overheidsdiensten en de Brusselse instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen. Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan het modevaluatieverslag van de impact, “gendertest” genaamd regelen;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie”.

2. Artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 is in werking getreden op 10 juni 2014, krachtens artikel 9, eerste lid, van diezelfde ordonnantie.¹

Op 24 april 2014 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een besluit aangenomen ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

¹ Zie in die zin inzonderheid advies 56.385/4, op 18 juni 2014 verstrekt door de afdeling Wetgeving over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 juni 2014 ‘tot wijziging van het besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect’.

Artikel 13 van dat besluit bepaalt wat volgt:

“Art. 13. § 1. Het evaluatierapport over de impact op vrouwen en mannen, de “gendertest”, zoals bepaald in artikel 3, § 2 van de ordonnantie wordt in bijlage van dit besluit gevoegd. De “gendertest” wordt ingevuld door de personen die de nieuwe reglementering opstellen. Die persoon kan een kabinetsmedewerker zijn of een ambtenaar van het betrokken bestuur.

§ 2. De “gendertest” wordt ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad.

§ 3. Het resultaat van de test dient beschouwd te worden als een indicatieve meting van het project.

§ 4. De bevoegde Minister zorgt ervoor dat de “gendertest” ingevuld wordt.

§ 5. Bij gebrek aan een “gendertest” kan een ontwerp van reglementering niet als volledig worden beschouwd en kan dus geen voorwerp uitmaken van een beraadslaging binnen de Ministerraad”.

Dat besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 februari 2015. Artikel 15 ervan stelt evenwel dat “[d]it besluit [...] in werking [treedt] op de eerste dag van de legislatuur volgend op de legislatuur waarin de ordonnantie werd goedgekeurd”, te weten op 10 juni 2014.²

3. De gemachtigde van de minister-president heeft in dit geval bevestigd dat het voorliggende ontwerpbesluit, voordat het bij een eerste lezing is aangenomen door de regering, niet is onderworpen aan de “gendertest” waarin is voorzien bij de ordonnantie van 29 maart 2012 en bij het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste wordt vervuld voordat de ontworpen regeling wordt aangenomen.

Dit vormvereiste behoort overigens te worden vermeld in de aanhef, die dienovereenkomstig moet worden gewijzigd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid dient te worden gesteld als volgt:

“Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), artikel 9, § 2, 3°, vervangen bij de ordonnantie van 8 mei 2014;”.³

² *Ibid.*

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 23 en 27 en formule F 3-2-3.

2. Het tweede lid van de Franse tekst dient te worden gesteld als volgt:⁴

“Vu l’arrêté de l’Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation ;”.

3. Het lid met betrekking tot het advies van de Raad van State dient te worden gesteld als volgt:

“Gelet op advies 57.239/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁵

DISPOSITIEF

Artikel 1^{er}

De woorden “in sommige gevallen” in het ontworpen artikel 2, eerste lid, vierde streepje, zijn overbodig en dienen te worden weggelaten.

Artikel 2

Luidens de voorliggende bepaling treedt het besluit in werking op een nog niet nader bepaalde datum.

Indien de steller van het ontwerp meent te moeten afwijken van de gebruikelijke termijnen met betrekking tot de inwerkingtreding van besluiten, welke termijnen bedoeld zijn om aan eenieder een redelijke termijn toe te kennen om kennis te nemen van de nieuwe regels, moet hij, als hij die termijn inkort, in staat zijn om uit te leggen welke specifieke reden een dergelijke afwijking rechtvaardigt.⁶

⁴ *Ibid.*, aanbevelingen 29 en 30. Zie in dezelfde zin advies 55.925/4, op 29 april 2014 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 mei 2014 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de overlegcommissies van 29 juni 1992’.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

⁶ Zie in die zin advies 48.706, op 27 september 2010 verstrekt over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 2011 ‘tot uitvoering van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt’.

ONDERTEKENING

Het besluit moet ook worden ondertekend door de Minister van Economie.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 175.1 en formule F 8.